

DREAL-UD69-ACA
DDPP-SPE-FC

**ARRÊTÉ n° DDPP-DREAL 2025-68
portant mise en demeure
de la société G2D2 à Genay**

La Préfète de la Zone de défense et de Sécurité Sud-Est
Préfète de la Région Auvergne-Rhône-Alpes
Préfète du Rhône
Commandeur de la Légion d'Honneur,
Commandeur de l'ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 septembre 2022 régissant le fonctionnement des activités exercées par la société G2D2 dans son établissement situé au 69 avenue des Frères Lumière à Genay ;

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées établi suite à sa visite d'inspection réalisée le 20 novembre 2024 sur le site exploité par la société G2D2 à Genay ;

VU le courrier du 10 février 2025 adressé à l'exploitant conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, lui transmettant le rapport d'inspection susvisé et l'informant du délai dont il dispose pour formuler ses observations sur la mise en demeure proposée par l'inspection des installations classées ;

VU l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai qui lui était imparti ;

CONSIDÉRANT qu'une visite de l'établissement G2D2, menée par l'inspection des installations classées le 20 novembre 2024, a permis de constater plusieurs non-conformités à l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé :

- absence de dispositif de confinement des eaux d'incendie et susceptibles d'être polluées et de dispositif d'isolement ;
- absence du 2^e accès pour faciliter l'intervention des services de secours ;
- insuffisance des moyens de détection et d'extinction incendie ;
- absence d'armoires extérieures pour l'entreposage des déchets dangereux et du mur-coupe feu nécessaire pour ces stockages ;

CONSIDÉRANT que ces constats constituent des manquements aux dispositions suivantes de l'arrêté préfectoral d'autorisation :

- articles 3.2.6 sur la protection et l'isolement des réseaux internes et 5.7.3 sur le confinement des eaux susceptibles d'être polluées ;
- article 5.6 sur l'accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation ;
- articles 5.12.2 sur les moyens de lutte contre l'incendie et 5.12.3 sur l'entretien des moyens d'intervention ;
- articles 5.4 sur l'organisation des stockages et 5.3.1 sur les dispositions constructives et le comportement au feu.

CONSIDÉRANT que ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés dans la mesure où ne sont pas respectées les dispositions destinées à protéger l'ensemble des intérêts en cas d'incendie ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société G2D2 de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 16 septembre 2022 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

SUR proposition de la préfète, secrétaire générale de la préfecture, préfète déléguée pour l'égalité des chances ;

ARRÊTE :

Article 1

La société G2D2, sise 69 avenue des Frères Lumière à Genay, est mise en demeure de respecter, **sous neuf mois à compter de la notification du présent arrêté**, les dispositions suivantes de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 septembre 2022 susvisé :

- 1- mettre en place les dispositifs de confinement et d'isolement des eaux susceptibles d'être polluées conformément aux articles 3.2.6 et 5.7.3 ;
- 2- créer le deuxième accès rue de la Champagne conformément à l'article 5.6 ;
- 3- installer l'ensemble des moyens de détection et d'extinction incendie conformément aux articles 5.12.2 et 5.12.3 ;
- 4- mettre en place les armoires de stockage des déchets dangereux et construire le mur coupe-feu associé à ces stockages conformément aux articles 5.4 et 5.3.1.

Article 2

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, les sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Rhône pendant une durée minimale de deux mois.

Article 4

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, cet arrêté peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Lyon dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, du Tribunal Administratif de Lyon.

Article 5

La préfète, secrétaire générale de la préfecture, préfète déléguée pour l'égalité des chances, le directeur départemental de la protection des populations par intérim et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont une copie sera adressée au maire de Genay.